



Direction du développement et de la coopération

La DDC – fiable, innovante, efficace



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Les objectifs

Un monde sans pauvreté et en paix pour un développement durable : tel est l'objectif de la coopération internationale de la Suisse, laquelle fait partie intégrante de la politique étrangère du Conseil fédéral. La Direction du développement et de la coopération (DDC) s'occupe de l'aide humanitaire ainsi que de la coopération au développement et de la coopération avec l'Europe de l'Est.

Fixées par le Parlement, les priorités de la coopération internationale de la Suisse pour les années 2017–2020 sont axées sur les défis qui se posent en termes de politique de développement et se fondent sur l'expertise particulière de notre pays. Elles s'articulent autour de sept objectifs stratégiques :

- › Contribuer au développement d'un cadre international permettant de répondre aux défis globaux
- › Prévenir et gérer les conséquences des crises et des catastrophes, ainsi que de la fragilité, et promouvoir la transformation des conflits
- › Assurer un accès durable aux ressources et aux services pour tous
- › Promouvoir une croissance économique durable
- › Renforcer l'état de droit et la participation démocratique, soutenir les institutions au service de la société et de l'économie
- › Assurer le respect et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- › Renforcer l'égalité entre les sexes et les droits des femmes et des filles

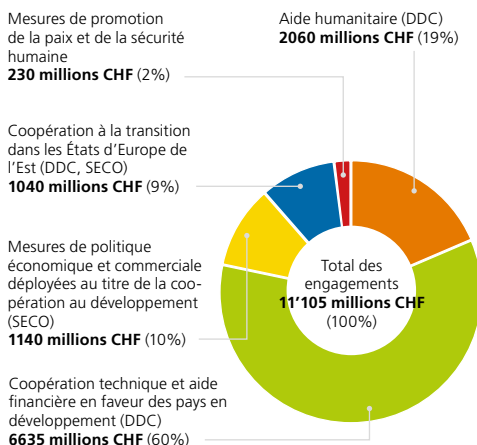
Les activités de la DDC sont guidées par le souci de réduire la misère et la pauvreté et d'atténuer les risques mondiaux. En matière de développement, le but est de préserver les ressources naturelles pour les générations futures. La DDC a décidé de renforcer son engagement dans les contextes fragiles, qui concentreront d'ici 2030 près des deux tiers des personnes pauvres dans le monde. Car il ne peut

y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable.

De par son action, la DDC facilite l'accès des populations défavorisées à l'éducation et aux soins. Elle aide à résoudre les problèmes environnementaux et à créer de meilleures perspectives, pour les jeunes et les femmes en particulier, au travers notamment de la formation professionnelle et l'accroissement des revenus. Soucieuse de contribuer à la maîtrise des enjeux mondiaux, la DDC travaille activement à la recherche de solutions dans les domaines, entre autres, du changement climatique, de la sécurité alimentaire, de l'eau, de la santé et de la migration.

De portée universelle, l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses 17 objectifs (ODD) constitue, depuis 2016, un cadre pour toutes les initiatives favorisant la lutte contre la pauvreté et le développement durable. Il s'applique aussi à la Suisse et au travail de la DDC.

Crédits-cadres 2017–2020



Les partenaires de la DDC

Pour mettre en œuvre ses programmes, la DDC travaille en étroite collaboration avec des partenaires en Suisse, avec les pays dans lesquels elle mène des activités ainsi qu'avec différents acteurs internationaux. Elle soutient en premier lieu les efforts que déploient les pays partenaires en faveur du développement durable et met son expertise à disposition.

Son travail sur le terrain consiste, d'une part, à dialoguer avec les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé, et, d'autre part, à coordonner ses activités avec celles d'autres pays donateurs.

La Suisse est membre des principaux fonds et organisations multilatéraux : institutions de financement internationales (Banque mondiale, banques régionales de développement) et agences onusiennes (Programme des Nations Unies pour le développement, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, etc.). Les organisations multilatérales mènent de vastes programmes partout dans le monde et bénéficient d'un accès direct aux gouvernements.

Les organisations non gouvernementales (ONG) suisses sont des partenaires importants sur le

terrain et disposent d'une longue expérience dans la lutte contre la pauvreté et l'aide d'urgence après une crise ou une catastrophe.

De nombreux programmes sont réalisés en collaboration avec d'autres offices fédéraux tels que le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), qui concentre son action sur les pays avancés économiquement, les pays en transition d'Europe de l'Est, les États de l'ancienne Union soviétique ainsi que les nouveaux États membres de l'UE. La Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE œuvre en faveur de la promotion de la paix et des droits de l'homme.

Les entreprises suisses mettent, elles aussi, leur expertise et leur expérience au service de la coopération internationale. Dans une optique de développement durable, la Suisse mise sur des partenariats avec le secteur privé, notamment des partenariats public-privé pour le développement (PPPD).

La science et la recherche apportent également une contribution essentielle au règlement des problèmes de développement et aux défis planétaires. La DDC travaille depuis de nombreuses années avec des universités et des instituts de recherche en Suisse et à l'étranger.

L'impact de la DDC

Les notions d'efficacité et de mesure de l'efficacité sont fondamentales pour la coopération internationale de la Suisse. Le travail de la DDC porte ses fruits dès lors qu'il permet d'améliorer durablement les perspectives des populations dans les pays partenaires et qu'il contribue à réduire la pauvreté, tout en veillant à garantir une gestion responsable des ressources.

La DDC soumet ses activités à un examen systématique et critique afin de s'assurer que ses programmes sont axés sur les résultats à atteindre et que les ressources sont utilisées dans un but précis

et dans une perspective durable. Chaque projet poursuit des objectifs d'efficacité clairs et mesurables. Les évaluations externes permettent de s'assurer que les projets atteignent ces objectifs et de procéder à des ajustements si nécessaire.

La DDC peut ainsi améliorer constamment la qualité de son travail et poursuivre, sur le long terme, son action en faveur de l'avènement d'un monde plus juste et plus pacifique. La publication de rapports transparents permet enfin à la DDC de rendre des comptes au Parlement et à la population suisse.

Impact des programmes de la DDC : quelques exemples

Éducation de base : Au Tchad, pays en proie à la violence et à l'extrémisme, la DDC a obtenu des résultats dans le domaine de l'éducation de base, et ce malgré des conditions difficiles. En 2016, environ 200'000 enfants, dont près de la moitié sont des filles, ont fréquenté l'une des quelque 800 écoles primaires soutenues par la DDC. Cela représente une augmentation de 180% par rapport à l'année précédente. Le taux d'analphabétisme a ainsi légèrement reculé. Il reste toutefois l'un des plus élevés du monde (plus de 70%).

État de droit : Au Tadjikistan, plus de 13'000 personnes (dont 72% de femmes) bénéficient depuis 2013 d'un soutien psychosocial et juridique gratuit. Ainsi, de nombreuses victimes de violence domestique ont pu recevoir pour la première fois des prestations sociales (rentes et allocations pour enfants) et bénéficier d'un soutien dans le cadre de leur procédure de divorce ou de la scolarisation de leurs enfants.

Formation professionnelle : La stratégie de la DDC consistant à adapter le système de formation professionnelle aux besoins des employeurs potentiels et à développer les services de placement et de conseil a porté ses fruits dans les Balkans occidentaux. En Bosnie et Herzégovine, près de 16'000 jeunes ont pu décrocher un emploi, et ce malgré un marché du travail tendu. Les mesures ayant permis ce résultat ont été conçues et mises en œuvre en étroite collaboration avec les autorités compétentes, les agences de placement publiques et privées, ainsi que les entreprises.

Santé : Depuis 2012, dans le cadre de son engagement en faveur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM), la DDC a contribué à faire de la lutte contre ces trois fléaux une priorité et participé au développement des systèmes de santé dans les pays concernés. Le succès est au rendez-vous : dans sa stratégie 2017–2022, le GFATM s'est fixé comme objectif celui, notamment, d'assurer la pérennité des systèmes de santé.

Prévention des catastrophes : En Amérique centrale, la DDC a aidé 23 universités à intégrer, dans plus de 30 cursus, les thématiques de la prévention des catastrophes et de l'adaptation aux changements climatiques. Grâce à ces cursus, les futurs décideurs qui seront susceptibles d'influer sur les changements dans le secteur de l'agriculture et des infrastructures sont désormais formés à la planification des risques.

Action menée dans les contextes fragiles : Pour soutenir les victimes de la crise syrienne, la Suisse a lancé sa plus importante opération d'aide humanitaire. Au cours des cinq années qui ont suivi le déclenchement du conflit, la Suisse a ainsi débloqué plus de 250 millions de francs pour soutenir, en particulier, le Comité international de la Croix-Rouge, des organisations humanitaires de l'ONU ainsi que des ONG. Dans le secteur de l'éducation par exemple, la DDC a participé à la réhabilitation de près de 120 écoles en Jordanie et au Liban, permettant ainsi à plus de 60'000 enfants, réfugiés et autochtones, d'aller à l'école dans de bonnes conditions. Par ailleurs, la Suisse met à disposition des experts du Corps suisse d'aide humanitaire dans la région.

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

CH-3003 Berne

Téléphone : +41 58 462 44 12

info@deza.admin.ch, www.ddc.admin.ch



Aide humanitaire

Sauver des vies et soulager les souffrances : tel est le mandat de l'Aide humanitaire de la DDC, dont l'action se fonde sur le droit international humanitaire et les principes humanitaires reconnus à l'échelle mondiale, à savoir l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance.

Les victimes de crises, de catastrophes et de conflits sont au cœur de ses préoccupations. L'aide humanitaire fournie par la Suisse est l'expression de sa solidarité avec les personnes en détresse. Elle repose sur des valeurs communes telles que la dignité inaliénable de tout être humain.

Les trois piliers de l'Aide humanitaire sont les suivants :

- › Secours immédiat et aide à la survie (aide d'urgence)
- › Reconstruction durable
- › Préparation aux catastrophes et prévention

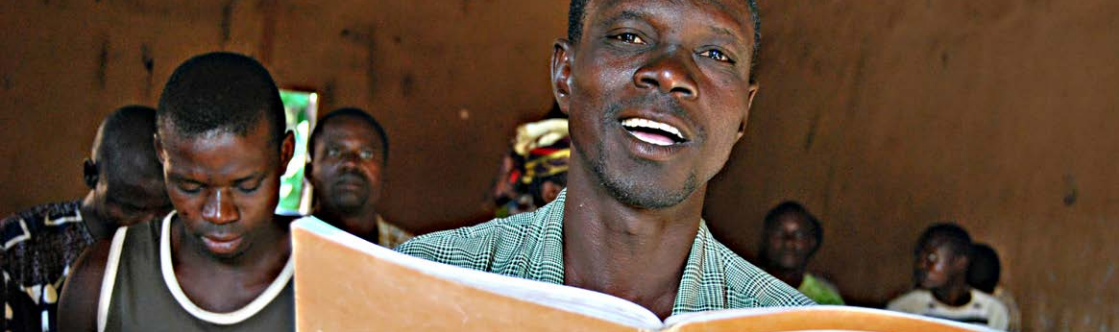
Les moyens de l'Aide humanitaire sont affectés en grande partie à l'aide d'urgence. Le but est de protéger les populations les plus touchées par les

crises, à savoir les femmes, les enfants, les réfugiés et les déplacés internes. Concrètement, il s'agit de garantir l'approvisionnement en biens de première nécessité (abris d'urgence, eau potable, installations sanitaires, matériel médical, etc.). Le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) fournit une aide directe dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles. Il détache en outre des spécialistes auprès d'organisations multilatérales.

La durabilité est un élément essentiel des activités de reconstruction et de prévention. La construction d'infrastructures et d'habitations répondant aux normes antisismiques et anticycloniques protège les personnes contre de futures catastrophes.

L'Aide humanitaire de la DDC travaille en étroite collaboration avec des œuvres d'entraide suisses et des organisations internationales, que ce soit sur le terrain ou au niveau mondial. Ses principaux partenaires sont le Comité international de la Croix-Rouge, des agences de l'ONU comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou le Programme alimentaire mondial, ainsi que des ONG humanitaires.





Coopération Sud

La Coopération Sud contribue à la réduction de la pauvreté dans 21 pays et régions d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. L'accent est placé avant tout sur l'accès des groupes de population défavorisés aux prestations sociales de base (éducation, santé), aux infrastructures (eau), ainsi qu'à l'emploi et aux revenus.

Plus de la moitié de ces pays et régions sont considérés comme fragiles ou sont touchés par des conflits : les institutions publiques sont faibles ou instables, et les populations, qui vivent dans une situation d'extrême pauvreté, sont régulièrement victimes de la violence et de l'arbitraire politique. Malgré des conditions difficiles, la Coopération Sud renforce son action dans ces régions pour améliorer la situation économique et sociale des populations touchées. Les programmes sont régulièrement adaptés à l'environnement en constante mutation.

Les projets de la Coopération Sud, plus de 800 au total, se concentrent sur dix thèmes énumérés ci-après. Les activités déployées dans chacun de ces domaines sont axées sur les besoins des pays partenaires.

- › Consolidation de la paix, prévention des conflits et promotion des droits de l'homme
- › Éducation de base et formation professionnelle
- › Emploi et développement économique
- › Sécurité alimentaire et nutrition
- › Eau
- › Santé
- › Migration
- › Changement climatique
- › Égalité entre hommes et femmes
- › Gouvernance (démocratisation, décentralisation, état de droit)





Coopération avec l'Europe de l'Est

En Europe de l'Est, la Suisse contribue à renforcer la sécurité et la stabilité et à favoriser une croissance économique durable. La Coopération avec l'Europe de l'Est comprend l'aide à la transition ainsi que la contribution suisse aux nouveaux États membres de l'UE.

L'aide à la transition fournie par la DDC et le SECO favorise l'établissement de l'état de droit, de la démocratie et d'une économie sociale de marché, tout en renforçant la société civile. La Suisse contribue ainsi à la stabilisation de régions politiquement instables et améliore les perspectives d'avenir de leurs populations.

Environ 55% de l'aide technique et financière bénéficie à cinq pays des Balkans occidentaux. Les 45% restants sont alloués à huit pays de l'ex-Union soviétique.

Les priorités de la Coopération avec l'Europe de l'Est en matière d'aide à la transition sont les suivantes :

- › Démocratisation, décentralisation, gouvernance locale et lutte contre la corruption
- › Réforme du secteur de la santé
- › Développement économique du secteur de l'agriculture
- › Adaptation du système de formation professionnelle aux besoins du marché du travail
- › Gestion de l'eau plus efficace et plus équitable
- › Prévention des conflits et promotion de l'état de droit

En contribuant à réduire les disparités économiques et sociales dans les nouveaux États membres de l'UE, la Suisse favorise la stabilité et la prospérité de l'Union européenne élargie. Elle consolide ce faisant ses relations avec les nouveaux États membres ainsi qu'avec l'ensemble de l'UE, son partenaire le plus important en matière de politique extérieure. Le crédit de la contribution de la Suisse à l'UE élargie ne fait pas partie de l'aide publique au développement.





Coopération globale

La Coopération globale aide les pays en développement à renforcer leurs capacités à s'adapter aux changements planétaires. La pauvreté, le changement climatique, la rareté des ressources en eau, la santé ou la migration ne connaissent pas de frontières. Aussi les pays, les peuples et les organisations doivent-ils plus que jamais faire preuve de solidarité.

Les programmes globaux et la coopération multilatérale prennent ici tout leur sens. Sur la base de connaissances et d'expériences pratiques, ils favorisent le dialogue politique et proposent des solutions consensuelles.

Les organisations multilatérales telles que l'ONU, la Banque mondiale ou les banques régionales de développement disposent de vastes connaissances, d'une longue expérience et d'importantes ressources pour mener à bien des missions d'envergure. En apportant des contributions financières aux institutions multilatérales et en collaborant avec elles, la Suisse peut prendre part à ces grands projets.

En réunissant leurs connaissances, les différents pays et organisations internationales peuvent investir des fonds de manière efficace et améliorer la qualité des projets.

Plaidant en faveur d'une mondialisation propice au développement, la Coopération globale met en œuvre des programmes dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire, de la migration, de l'eau et de la santé. Ceux-ci se concentrent sur le dialogue politique multilatéral, le développement de solutions innovantes et la diffusion du savoir.

La plus-value apportée par les programmes globaux repose sur la mobilisation des compétences spécialisées, l'orientation pratique et la mise en place de normes internationales. Les programmes globaux sont mis en œuvre là où ils permettent d'exercer le plus d'influence sur la résolution des enjeux transfrontaliers. Sans ancrage géographique spécifique, ils sont réalisés dans les régions où ils sont susceptibles d'atteindre les meilleurs résultats.

